

Guadeloupe, Martinique : les restes de la colonisation

Quatre semaines de luttes, de manifestations, puis une grève générale d'une semaine. Mais les télévisions, en France, ne nous en parlent qu'après, une fois qu'elles ont des images de pillages. Et elles mélangent le tout, justifiant l'envoi du Raid et du GIGN, comme si les Antillais étaient des terroristes.

La Guadeloupe est un département qui fait partie de la France. Il a son numéro : le 971. Ça, c'est ce qui est officiel. La réalité, c'est qu'en Guadeloupe, l'Etat investit bien moins d'argent pour chaque habitant : en moyenne 116 euros, alors que c'est 176 euros en France métropolitaine. Le chômage est trois fois plus lourd. La Guadeloupe n'a presque aucune industrie ; elle reste enfoncée dans la terre, dans l'agriculture, et seulement pour produire de la canne à sucre et la banane. A tel point qu'il faut importer des fruits et des légumes.

La population, aux Antilles, ne ressent pas les injustices comme on peut les ressentir en France métropolitaine. Parce que la moitié des terres, sur lesquelles poussent les seules richesses de l'île, appartient à quelques familles de Blancs. Parce que toute l'économie est dominée par cette poignée de grandes familles. Et parce que ces grandes familles sont les descendants directs, les mêmes souvent depuis 4 siècles, des esclavagistes qui ont commencé à faire fortune avec le sucre, travaillé par les esclaves : des Noirs qu'ils allaient acheter en Afrique.

En Guadeloupe, en Martinique aussi, ces familles, les Hayot, Despointes, Barbotteau, Vivès, Reynal, de Lucy, Aubéry, dirigent l'essentiel de l'économie. La marque Carrefour aux Antilles et à La Réunion, Danone, le rhum Clément, Monsieur Bricolage ou Decathlon, tout cela, c'est le groupe Hayot.

Ces puissants imposent des prix plus importants qu'en France, et des salaires plus bas. Mais ce n'est pas seulement le pouvoir d'achat qui indignent la population. C'est aussi le soutien de la France qui les défend depuis toujours. C'est que tout ce qui concerne les îles est décidé depuis Paris. C'est aussi ce pesticide, ce poison qui

provoque des cancers, qui a tout pollué, la terre, les eaux, les animaux et les humains, le chlordécone. Il a été utilisé dans la culture de la banane de 1972 à 1993, alors qu'il était interdit aux Etats-Unis depuis 1977.

Le pire, c'est peut-être le comportement hautain, méprisant, de ceux qui dominent, et qui dure malgré la fin de l'esclavage, en 1848. Il y a leur mode de vie luxueux bien sûr, mais pas seulement. C'est que ces gens vivent à part, dans des quartiers bien séparés, entre eux, au point de considérer pas moral le mariage avec une personne de couleur.

La population, elle, est plus ouverte que ces « Blancs créoles », ces « békés » comme on dit aux Antilles, qui descendent des esclavagistes. Elle fait la différence avec les autres Blancs, plus nombreux, qui sont loin de commander l'économie. Il y a des békés pauvres ; ils sont appelés « Blancs Matignon » en Guadeloupe, « béké goyaves » en Martinique. Et c'est toute cette majorité qui souffre de tout : du manque de travail, des coupures d'eau, des prix qui flambent.

Un grand mouvement a eu lieu en 2009 : 44 jours de manifestations, de grève. 49 associations, syndicales, politiques, de consommateurs, culturelles, avaient fait une liste de 146 revendications : pour l'éducation, la formation professionnelle, les services publics, la culture, etc. Ensemble, elles avaient pris comme nom LKP, en créole « *Lyannaj Kont Pwofitasyon* », Alliance contre le vol et les profits abusifs, contre les abus de pouvoir.

En 2021, l'étincelle a été allumée par les sanctions contre les personnels hospitaliers qui n'ont pas de pass sanitaire. Mais l'explosion est due au fait que les problèmes ne se règlent pas. C'est que les gouvernements respectent d'abord la propriété privée capitaliste, même si elle est héritée de l'esclavage ; la population passe après.

22/11/2021

L'Ouvrier n° 359

ON PEUT PHOTOCOPIER, FAIRE CONNAITRE, DIFFUSER L'OUVRIER
(boîtes à lettres, marchés, affichages dans les cités)

pour recevoir chaque parution, découvrir d'autres numéros, nous aider :
L'OUVRIER BP 64 - 94202 IVRY/SEINE CEDEX

Notre site internet : louvrier.org